
RÉSUMÉ DE LA THÈSE

Introduction : En 2024, la médecine générale en France subit des réformes notables (loi Rist, ajustement tarifaire, loi Valletoux) provoquant des débats publics. Ces changements, incluant l'accès direct aux IPA et l'ajout d'une 4ème année au DES, interviennent dans un contexte de pénurie médicale et de déserts médicaux. Cependant, obtiennent-elles l'adhésion des internes en médecine générale et vont-elles favoriser leur installation ? La CNOM note que seulement 12% des médecins s'installent en libéral, avec une baisse de 15% en dix ans. L'ANEMF indique une perte d'attractivité significative, avec 50,4% réévaluant et 7,7% abandonnant cette spécialité. Il est crucial de déterminer comment ces réformes affectent les orientations des internes du Grand Est pour préparer à affronter les futurs défis et opportunités. **Méthodes:** Etude quantitative descriptive transversale avec 184 internes du Grand Est ayant répondu à un questionnaire en ligne du 01.11.2023 au 27.12.2023. Le critère de jugement principal est le pourcentage d'internes en médecine générale du Grand Est ayant décidé de modifier leur exercice futur à la suite des récentes réformes ciblant leur spécialité (Loi Rist, tarif de la consultation à 26,5 euros, proposition de Loi Valletoux). **Analyses Statistiques:** Le NSN nécessaire était de 116, ajusté à 128 pour 10% de données manquantes, basé sur un risque alpha de 0,05, une puissance de 80%, une marge d'erreur de 10% et $p=0,3$. **Résultats :** 27,5% des internes en médecine générale ressentent l'impact des réformes, avec 36,9% considérant une carrière à l'étranger. Ces réformes affectent principalement leur lieu et mode d'exercice. Notamment, 42,39% et 68,48% des internes sont peu familiers avec les Lois Rist et Valletoux respectivement, indiquant un désintérêt pour les implications législatives de leur profession. L'ajout d'une quatrième année au DES influence les perspectives de 28,26% des internes, tandis que 66,3% doutent de son bénéfice malgré l'inclusion de stages en ambulatoire. **Conclusion :** Cette étude montre que les réformes législatives de santé de 2023 poussent de nombreux internes en médecine générale dans le Grand Est à envisager une carrière à l'étranger et révèle un manque d'intérêt des lois, suggérant la nécessité d'intégrer l'éducation législative dans leur formation. Des ajustements semblent essentiels pour aligner les réformes avec les aspirations des internes et maintenir l'attractivité de la médecine générale.

TITRE EN ANGLAIS

Impacts of Legislative Reforms on the Career Prospects of General Medicine Interns in the Grand Est

THÈSE : MÉDECINE GÉNÉRALE – ANNÉE 2024

MOTS-CLÉS (KEYWORDS)

En FRANÇAIS : Médecine générale, Interne, Soins primaires, Système de santé, Réforme,

En ANGLAIS: Family practice, Medical intern, Primary care, Health system, Reform

INTITULÉ ET ADRESSE DE L'UFR

UNIVERSITÉ DE LORRAINE
Faculté de Médecine de Nancy
9, avenue de la Forêt de Haye
54505 VANDOEUVRE LES NANCY Cedex
